

## **De la nécessité d'une défense « au large » comme complément à la « défense de l'avant » dans un contexte de bouleversement stratégique européen**

Arnaud Peyronnet, chercheur associé à la FMES

### *Résumé :*

*Après plus de 600 jours de conflit russo-ukrainien et alors que le sommet de l'OTAN à Vilnius (11-12 juillet 2023) a pris acte du bouleversement stratégique en cours sur le continent européen, les livraisons de matériels militaires occidentaux à l'Ukraine restent à la fois indispensables mais difficiles à mettre en œuvre. Ces livraisons ont révélé les immenses problématiques de masse et de soutenabilité auxquelles font face les forces terrestres des pays d'Europe occidentale, alors même qu'aucun réarmement d'ampleur n'est constaté dans ces pays. A l'inverse, un axe germano-polono-ukrainien de réarmement massif se met en place dans l'Est de l'Europe, sous patronage américain, qui déplace le centre de gravité militaire du continent vers l'Est. Ce phénomène met entre parenthèses certains intérêts de sécurité de pays membres de l'UE, notamment sur le flanc Sud, alors même que Moscou semble engagée dans une stratégie de conflit périphérique avec l'Occident.*

*Face à ces mouvements tectoniques, et alors que les débats se poursuivent sur le futur format des armées d'Europe de l'Ouest, il convient de s'interroger sur la pertinence d'une vision axée sur la seule Europe de l'Est déjà couverte par l'axe germano-polono-ukrainien. Au contraire, une vision « au large », fondée sur des forces expéditionnaires modernisées et élargies, serait plus à même de préserver l'influence et l'aura de la France sur le continent européen et au-delà, en concertation avec l'Italie, les Etats-Unis et plus ponctuellement le Royaume-Uni.*

### **Un soutien à l'Ukraine massif qui pose des difficultés structurelles aux armées européennes dans le secteur terrestre**

Le soutien militaire occidental à l'Ukraine a été d'abord limité à des matériels défensifs (défenses sol-air, capacités anti-char) et à des équipements d'origine soviétique<sup>1</sup> qui avaient l'avantage d'être présents en nombre dans plusieurs pays d'Europe de l'Est et d'être compatibles avec le parc ukrainien et avec l'entraînement de ses soldats. Ils étaient en outre disponibles immédiatement pour le combat et permettaient d'éviter

---

<sup>1</sup> La Pologne et la République tchèque ont fourni près de 200 chars T-72 à l'Ukraine. *France info*, 24/01/2023.

une escalade vis-à-vis de la Russie qui faisait planer le risque de « cobelligérance »<sup>2</sup> des occidentaux dans son conflit avec l'Ukraine. L'entêtement de la Russie à poursuivre le conflit, les référendums d'annexion des oblasts du Donbass, les vagues de mobilisation successives et la poursuite de frappes en profondeur sur l'Ukraine ont changé la donne et ce alors que les stocks issus de l'ex-armée soviétique au profit de Kiev s'épuisaient. Cela a imposé un changement de paradigme, Kiev cherchant à convaincre l'Occident de lui livrer des armes modernes à capacité offensive, notamment des blindés et des munitions modernes, pour faire face à la Russie.

Une rupture majeure en ce sens est intervenue en janvier 2023 avec la décision française, puis britannique et américaine de livrer des chars occidentaux à l'Ukraine. L'Allemagne, sous la pression de ses alliés, s'est décidée à faire de même avec ses chars *Léopard*. Mais ces promesses de livraison ont mis en évidence les réelles difficultés de volume rencontrées par les armées occidentales. Les matériels prévus d'être livrés étaient en effet en nombre limité<sup>3</sup>, parfois de conception très ancienne (cas des *Léopard-1*), voire stockés avec une remise en état nécessairement longue<sup>4</sup>. De fait, et faute de stocks suffisants, les livraisons à Kiev d'armement modernes directement prélevés sur les parcs militaires des armées ouest-européennes se sont accentuées, au rythme des besoins ukrainiens. Mais ces livraisons, même limitées, constituent à terme une « vampirisation » des armées occidentales, notamment dans le domaine des munitions, des blindés lourds et de l'artillerie. Ce risque a parfaitement été identifié tant par la *British Army*<sup>5</sup> que par la *Bundeswehr*<sup>6</sup>. Le Secrétaire général de l'OTAN a fait lui aussi part de telles inquiétudes : « la résistance de Kiev face à Moscou dépense une énorme quantité de munitions et épuise les stocks de ses alliés. Le rythme actuel d'utilisation de munitions est beaucoup plus élevé que notre rythme de production »<sup>7</sup> préfigurant un risque de pénurie à terme. Un rapport du ministre de la Défense britannique, publié le 7 mars 2023, va dans le même sens, indiquant qu'au rythme actuel, il faudrait 10 ans pour reconstituer les stocks des armes et munitions donnés par le Royaume-Uni à l'Ukraine<sup>8</sup>. Même si un passage à une « économie de guerre » des industries de défense se dessine, la reconstitution des lignes de production et des

---

<sup>2</sup> Belligérance et cobelligérance, *Revue de la Défense Nationale*, n°857, 02/2023.

<sup>3</sup> 14 chars Léopard par l'Allemagne, même nombre pour la Pologne, le Danemark et les Pays-Bas. Le reste des contributions paraît encore plus anorexique : 4 *Léopard 2* pour le Canada, 8 pour la Norvège, 6 pour l'Espagne, 3 pour la Finlande, 10 pour la Suède. Néanmoins, ces livraisons programmées ont permis la création d'un club Léopard dirigé par l'Allemagne et portant son regard à l'Est.

<sup>4</sup> *Defense news*, 10/02/2023.

<sup>5</sup> *Opex360*, 06/03/2023.

<sup>6</sup> *Opex360*, 03/03/2023.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> *Defense news*, 07/03/2023.

stocks prendra de nombreuses années et uniquement si la commande publique, au profit des armées occidentales ou de l'Ukraine, est massive, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Ce risque de vampirisation n'est pas aussi marquant pour les armées de l'air des pays européens qui profitent du renouvellement massif de leurs flottes par des appareils F-35 dont les lignes de production fonctionnent aujourd'hui à pleine cadence. Leurs anciens appareils, majoritairement des F-16, sont ainsi disponibles pour une cession à l'Ukraine, sans impact majeur sur la disponibilité opérationnelle de ces armées de l'air. Le 18 août 2023, Washington a d'ailleurs annoncé son plein soutien « au transfert d'avions de chasse F-16 en Ukraine et à la formation de pilotes ukrainiens par des instructeurs de F-16 qualifiés »<sup>9</sup>. Deux jours plus tard, les Pays-Bas et le Danemark ont annoncé leur intention de livrer de tels appareils à Kiev, depuis rejoints par la Norvège et la Belgique.

Ainsi, si le transfert à l'Ukraine d'avions occidentaux anciens reste possible grâce à la modernisation en cours du parc aérien européen, ce mécanisme n'est pas possible au niveau terrestre faute de plan de réarmement et de renouvellement majeur décidé ces dernières années. Sans possibilité de reconstitution rapide des parcs nationaux, et soumises aux ponctions ukrainiennes, les forces terrestres d'Europe occidentale vont faire face à un risque d'affaiblissement généralisé et durable.

## **Un déplacement des centres de gravité militaires européens**

Alors que les livraisons continues de matériels à Kiev vont impliquer l'Occident dans une guerre longue sur son flanc Est, un réarmement soutenu des forces armées des pays d'Europe orientale est en cours. La Pologne veut porter ses effectifs militaires à 300 000 hommes d'ici 2030<sup>10</sup>, son gouvernement ayant plus que doublé ses dépenses militaires pour 2023 (les faisant passer à 29 milliards d'euros)<sup>11</sup>, avec une option pour passer le budget de la défense à 4% du PIB à terme<sup>12</sup>. Varsovie a passé des commandes massives : 96 hélicoptères d'attaque *AH-64E Apache Guardian*, 366 chars de combat *Abrams*, 180 chars *K-2PL Black Panther* sud-coréens (avec une option pour 400 supplémentaires), 600 obusiers *K-9 Thunder* et *AHS Krab*, 500 systèmes d'artillerie *M142 HIMARS*<sup>13</sup>. Si ces commandes viennent compenser les matériels fournis par la Pologne à l'Ukraine, elles vont surtout faire de l'armée de terre polonaise la mieux équipée d'Europe pour les trente prochaines années. La modernisation de

---

<sup>9</sup> *Opex360*, 18/08/2023.

<sup>10</sup> *Le Point*, 10/02/2023.

<sup>11</sup> *Opex360*, 09/09/2022.

<sup>12</sup> *Opex360*, 31/08/2022.

<sup>13</sup> *Opex360*, 09/09/2022.

l'armée de l'air polonaise s'accélère aussi avec la commande de 32 chasseurs furtifs F-35, de 48 chasseurs légers F/A-50 Golden Eagle. L'achat ultérieur d'un nouveau lot de chasseurs F-35 complémentaires ou de F-15EX n'est pas exclu<sup>14</sup>. Cette tendance va mécaniquement renforcer le poids relatif de la Pologne dans les décisions relatives à la défense du continent. Le poids militaire de l'Allemagne va aussi s'accroître à l'Est, lié à son tropisme historique vers la *Mittel Europa*, à son club *Léopard* en voie d'extension, à son initiative de défense anti-missile et surtout à son plan de financement de la *Bundeswehr* pour 100 milliards d'euros, annoncé à l'été 2022. Le ministre allemand de la Défense a indiqué vouloir projeter une brigade de 4 000 hommes en Lituanie, déclarant que « l'Allemagne s'engageait, en tant que membre de l'OTAN et plus grande économie d'Europe, à protéger le flanc oriental »<sup>15</sup>. L'ambition est claire et suscite l'intérêt de la Roumanie qui espère elle aussi la « présence permanente de forces allemandes en Roumanie dès que cela sera possible »<sup>16</sup>. De fait, l'endiguement terrestre de la Russie<sup>17</sup>, phénomène déjà amorcé, pourra être largement confié à l'Ukraine, à la Pologne, voire à l'Allemagne, pour les prochaines décennies compte tenu des efforts de réarmement faits par ces pays dans le secteur terrestre. Si elle ne s'écroule pas d'ici-là, l'Ukraine pourrait d'ailleurs constituer à terme un futur poids lourd de la défense du continent, puisqu'elle disposera d'une armée aguerrie, de matériels modernes et d'une industrie de défense robuste qui aiguise d'ailleurs les intérêts de grands groupes industriels européens, notamment allemands. Le groupe *Rheinmetall* souhaite investir massivement en Ukraine et y envisage l'implantation d'une usine de production d'une capacité de 400 blindés/an, pour la fabrication de chars *KF-51* et de blindés *Lynx*<sup>18</sup>. Il a aussi annoncé la création d'une co-entreprise avec le conglomérat *Ukroboronprom* afin d'assurer la maintenance des blindés de l'armée ukrainienne, avant de fabriquer conjointement des produits *Rheinmetall* en Ukraine<sup>19</sup>. Les capacités industrielles ukrainiennes, déjà en économie de guerre, vont ainsi constituer un atout d'importance pour les industriels européens qui vont devoir eux-mêmes accélérer leurs cadences de production<sup>20</sup>. A terme, les lignes de production qui seront ouvertes en Ukraine pourront produire et assouvir une partie des besoins des armées occidentales, Kiev pouvant

---

<sup>14</sup> *Opex360*, 26/07/2022.

<sup>15</sup> *Opex360*, 26/06/2023.

<sup>16</sup> *Opex360*, 05/07/2023.

<sup>17</sup> L'armée russe aurait perdu près de 40% de ses capacités en chars lourds au cours de la 1ère année du conflit, selon l'*International Institute of Strategic Studies* (IISS). *The Guardian*, 15/02/2023.

<sup>18</sup> *Opex360*, 10/02/2023.

<sup>19</sup> *Opex360*, 13/05/2023.

<sup>20</sup> Sans compter l'existence d'infrastructures ukrainiennes préexistantes dans l'industrie de défense et de coûts de production plus bas qu'à l'Ouest.

alors devenir la future « usine » des industriels de défense européens du segment terrestre. Dans tous les cas, cela renforce la tendance au déplacement du centre de gravité stratégique de l'Europe vers l'Est, au profit d'un axe americano-polono-ukrainien auquel pourrait s'associer l'Allemagne.

Ce phénomène, poussé par l'Allemagne et la Pologne, avec le blanc-seing américain (principal fournisseur de matériels de ces deux pays), s'inscrit en outre dans un cadre otanien qui sonne le glas des ambitions françaises pour une autonomie stratégique européenne, ce qui contribue aux divergences croissantes franco-allemandes. Le flanc Est de l'Europe est en effet la priorité de nos partenaires qui appellent la France à s'y impliquer davantage, par souci de cohérence avec nos discours sur la défense européenne, alors même que nos moyens sont limités et nos intérêts de sécurité bien plus divers (Afrique, outremer, Moyen-Orient).

Or le front à l'Est de l'Europe évolue inéluctablement vers une guerre d'usure, les armées des belligérants étant fixées par manque de moyens de rupture. Dans ce contexte, Moscou va chercher à provoquer des conflits périphériques dans d'autres régions (notamment le long d'un axe Caucase-Sahel) afin de déstabiliser l'Occident et lui faire porter son attention ailleurs. Cela s'est vu en septembre 2023 pour le Haut-Karabagh où l'Azerbaïdjan a bénéficié de la passivité des troupes russes dans la région pour conduire son offensive. Demain, l'Arménie pourrait être concernée par le même phénomène. En octobre 2023, c'est le conflit israélo-palestinien qui s'est réveillé brutalement, par l'entremise du *Hamas*, partenaire de l'Iran lui-même proche de Moscou, qui voit désormais une implication diplomatique et militaire américaine importante qui fait diversion du front ukrainien. Les Balkans pourraient aussi s'embraser de nouveau tandis que Moscou, en Afrique, continue de lutter contre les intérêts français, y compris au Maghreb. De fait, l'activation de conflits périphériques autour de la Méditerranée pourrait être un moyen choisi par Moscou pour faire face à l'Occident et sortir de son impasse actuelle en Ukraine.

Dans ce contexte d'émergence accélérée des menaces potentielles sur le front Sud, et alors que les combats à l'Est semblent évoluer vers un conflit « gelé », certains Etats européens, dont la France, auraient peut-être davantage intérêt à se focaliser sur le théâtre méditerranéen que sur le flanc Est de l'Europe, déjà « couvert » par l'axe americano-polono-ukrainien et sous parapluie de l'OTAN, sans pour autant renoncer à contribuer à l'effort de l'Alliance à l'Est, gage de sa crédibilité globale.

**Vers un modèle « expéditionnaire de haute intensité » ?**

---

La France pourrait dès lors avoir intérêt à favoriser la modernisation d'un modèle expéditionnaire qu'elle connaît bien et qui est sa force depuis plus de 30 ans, en s'associant opérationnellement à des partenaires disposant des mêmes capacités et ayant sensiblement les mêmes intérêts pour disposer d'une masse critique d'intervention « au large ».

Le choix d'un modèle expéditionnaire de haute intensité et de taille modeste paraît économiquement soutenable compte-tenu des moyens limités de production de notre industrie de défense et de notre niveau d'endettement. Il paraît à la portée de la Loi de Programmation Militaire (LPM) 2024-30 qui consacre un réel effort budgétaire (30% d'augmentation par rapport à la précédente LPM). Le ministre des Armées et le Président de la République ont annoncé en janvier dernier que le modèle d'armée issu de la prochaine LPM devra privilégier « la cohérence sur la masse » ainsi que la « réactivité sans sacrifier l'endurance ». Le retour à un modèle d'armée des années 80<sup>21</sup> face à une menace russe à nos frontières est dès lors complètement illusoire et ne relève que du fantasme. Le renforcement et l'augmentation de nos capacités expéditionnaires déjà existantes aurait par contre du sens. Les structures existent et sont éprouvées tandis que les matériels pouvant être délivrés pour leur modernisation, voire extension, sont déjà en cours de production (*Nexter/KNDS, Arquus*). Il n'y a ainsi pas besoin d'attendre d'hypothétiques nouveaux matériels lourds qui ne seront dans tous les cas pas disponibles d'ici deux décennies (cas du MGCS<sup>22</sup> par exemple). En outre, une telle structure de forces mécanisées, agiles, robustes et bien armées, plus massives et disponibles rapidement, serait autant apte à des interventions rapides sur le flanc Sud de l'Europe qu'à être projetée outre-mer ou bien même à intervenir sur le territoire national. Cette polyvalence d'emploi, par son agilité, pourrait également renforcer si besoin les capacités blindées lourdes des pays d'Europe orientale et donc affermir le poids de notre pays dans la défense du flanc Est de l'Alliance. Les composantes drones devront aussi être largement développées, tout comme l'aéromobilité. L'utilisation des porte-hélicoptères amphibies pourrait ainsi être démultipliée par l'emploi accru de capacités offensives à leur bord, notamment en Méditerranée et en outremer. De telles capacités d'intervention rapide (tant par voie maritime qu'aérienne) auraient l'avantage de nous permettre de faire face à un arc de crise en extension sur notre flanc Sud et d'être davantage interopérables avec des capacités alliées du même type.

---

<sup>21</sup> Il voyait une 1<sup>ère</sup> armée qui regroupait un corps blindé mécanisé établi à l'époque en France et en Allemagne de l'Ouest ainsi qu'une Force d'Action Rapide de 47 000 hommes destinée à faire face le plus vite possible à l'Est aux divisions blindées du Pacte de Varsovie.

<sup>22</sup> *Main Ground Combat System*, projet d'armement franco-allemand lancé en 2012.

Un réinvestissement dans les segments aériens (chasseurs) et navals (frégates, sous-marins, stock plus important de munitions et notamment de missiles de croisière navals) serait également nécessaire compte-tenu de la compétition exacerbée livrée par Moscou dans les espaces aéromaritimes, alors que ni l'armée de l'air ni la marine russe (mis à part la flotte de la mer Noire) n'ont été affaiblies par le conflit. L'armée de l'air russe dispose toujours de ses bombardiers à long rayon d'action, menace essentielle sur les arrières de l'Europe, tout comme de sa flotte sous-marine, performante et intacte. Un tel choix vers « le large » serait en outre cohérent avec l'ambition internationale de la France qui se veut puissance d'équilibre, que ce soit au sein ou en dehors de l'OTAN, dans notre environnement proche ou dans l'Indopacifique.

Dans ce même contexte, la France pourrait approfondir ses partenariats existants avec les armées ayant des moyens complémentaires aux siens et des intérêts géopolitiques convergents. La composante expéditionnaire américaine, seule et unique puissance globale de ce type, reste un partenaire essentiel, tant dans l'Indopacifique qu'en Méditerranée. D'ailleurs, face aux tensions en Méditerranée orientale et en mer Noire, l'*US Navy* a renforcé sa présence en Méditerranée avec la présence quasi-permanente d'un groupe aéronaval et ponctuellement d'un groupe amphibie. C'est une opportunité pour développer une intimité opérationnelle majeure sur le flanc Sud de l'Europe, comme ce qui est déjà fait sur d'autres régions. L'Italie est l'autre partenaire essentiel, tant du fait du rôle géostratégique central et historique de Rome sur la *Mare Nostrum* que sur le développement accéléré de ses capacités navales (+36% entre 2008 et 2030, notamment pour sa composante surface)<sup>23</sup>, et alors même que sa composante amphibie/porte-aéronefs reste forte. L'approfondissement du traité du Quirinal<sup>24</sup> vers une coopération opérationnelle plus forte des deux pays en mer Méditerranée permettrait ainsi de développer une masse critique intéressante pour la défense du flanc Sud de l'Europe. Plus ponctuellement, des synergies avec le Royaume-Uni pourraient être recherchées, les armées françaises et britanniques ayant un format proche et une longue tradition expéditionnaire. Si cela pourrait être le cas dans un cadre otanien, cela reste plus délicat en Méditerranée où le Royaume-Uni défend ses propres intérêts (Gibraltar, Chypre, relation complexe avec la Turquie) ou dans les autres régions du globe qui voient un découplage croissant des intérêts britanniques avec les intérêts français. Si la plus-value opérationnelle d'une telle coopération dans le cadre des accords de *Lancaster House* est réelle, l'intérêt géopolitique réaliste paraît en revanche bien moindre.

---

<sup>23</sup> Le réarmement naval militaire dans le monde, *Etudes Marines, CESM*, Janvier 2023.

<sup>24</sup> Traité signé le 21 novembre 2021 entre la France et l'Italie pour une coopération bilatérale renforcée, dont celle en matière de défense et sécurité.

\* \* \*

Dans un contexte de guerre d'usure structurellement longue, la continuité du soutien militaire occidental à l'Ukraine, y compris avec des armes modernes, restera indispensable pour contrer les ambitions russes et la volonté du Kremlin d'affaiblir l'Europe. Cet arrimage de l'Ukraine à l'Occident conduira toutefois à un bouleversement majeur du paysage stratégique européen avec le renforcement d'un axe germano-polono-ukrainien sponsorisé par Washington, qui surpassera à terme les capacités militaires des pays de l'Europe de l'Ouest. Le centre de gravité militaire et politique basculera alors à l'Est, réduisant d'autant la place et l'influence de la France dans la défense du continent. La masse, essentiellement terrestre, dictera les rapports de force à venir tant aux frontières Est de l'Europe que sur le théâtre politique intra-européen. Dans ce contexte, afin d'éviter un suivisme hautement consommateur en ressources budgétaires et dont l'efficacité semble toute relative compte-tenu du retard quantitatif déjà pris dans le domaine terrestre, un partage des responsabilités pour la sécurité du continent devrait être étudié. Il verrait la défense terrestre du continent majoritairement assurée par la *Mittel Europa* adossée à l'Ukraine, tandis que sa défense lointaine, assurée par une « force expéditionnaire de haute intensité » multi-composantes, serait prise en charge par la France et l'Italie, adossés aux Etats-Unis.

---